Tribunal fédéral

Tribunal pénal fédéral

Tribunal administratif fédéral

Tribunal fédéral des brevets

Tribunal fédéral/Lausanne

Rapport de gestion 2025

Éditeur
Les tribunaux de la
Confédération suisse
eidgenoessischegerichte.ch/fr

Tribunal fédéral
Av. du Tribunal-Fédéral 29
CH–1000 Lausanne 14
021 318 91 11

Schweizerhofquai 6
CH–6004 Lucerne
041 419 35 55

✉ direktion@bger.ch
→ bger.ch

Tribunal pénal fédéral
Viale Stefano Franscini 7
CH–6500 Bellinzone
058 480 68 68
✉ info@bstger.ch
→ bstger.ch

Tribunal administratif fédéral
Case postale
CH–9023 Saint-Gall
058 465 26 26
✉ info@bvger.admin.ch
→ bvger.ch

Tribunal fédéral des brevets
Case postale
CH–9023 Saint-Gall
058 465 21 10
✉ info@bpatger.ch
→ bpatger.ch

Concept de design
Agence Noord
→ noord.ch

Correction et impression
Stämpfli Communication
→ staempfli.com

Cette publication existe également en allemand et en italien. Elle est disponible sur le site eidgenoessischegerichte.ch/fr. Vous pouvez également l'obtenir gratuitement en envoyant une étiquette autocollante munie de vos coordonnées à l'adresse suivante: Tribunal fédéral, CH-1000 Lausanne 14, ou direktion@bger.ch.

ISSN 1663-134X
Form 104.611.f

02/2026 680

Tribunal administratif fédéral

Message de la Présidente	67
L'essentiel en bref	68
1. Partie générale	70
Composition du tribunal	70
Organisation du tribunal	73
Commissions	74
Volume des affaires	75
Composition des collèges de juges	75
Procédures de consultation	76
Coordination de la jurisprudence	76
Administration du tribunal	76
Surveillance	78
Collaboration	79
2. Indications à l'attention du Législateur	79
3. Statistiques	81

La confiance dans l'état de droit est l'expression de la fiabilité et de la stabilité, mais aussi de la capacité de ce dernier à évoluer avec mesure. Les piliers incontournables de cette confiance sont l'indépendance de la justice et la sécurité juridique. Pour le Tribunal administratif fédéral, qui a enregistré un nombre record de nouvelles procédures en 2025 – le plus élevé depuis sa création –, l'exercice écoulé a été particulièrement marqué par la nécessité de répondre à ces impératifs.

La transformation numérique qui avance à grands pas modifie aussi le travail des tribunaux. Les nouveaux moyens techniques permettent certes d'accéder plus rapidement au savoir et aux informations, ce qui facilitera le traitement des dossiers, mais il faut s'assurer que la sécurité et la fiabilité de ces informations soient garanties. Il faut aussi, et c'est un aspect fondamental pour toute innovation, veiller à ce que les principes de l'état de droit ne soient pas affaiblis, en particulier la diligence, la transparence et l'équité.

La responsabilité des tribunaux prend tout son sens dans les phases d'accélération du changement et de polarisation de la société : ils jouent un rôle de boussole en veillant à l'application cohérente du principe de proportionnalité et à l'utilisation pertinente et raisonnable du droit. Cela exige non seulement des compétences professionnelles, mais aussi le courage de consolider les acquis et d'intégrer des nouveautés avec circonspection.

À tous ces égards, sachant qu'il tranche trois quarts des affaires en dernière instance, le Tribunal administratif fédéral conçoit son rôle comme celui d'un pilier d'une justice qui garantit la sécurité juridique tout en restant ouverte à des évolutions, le tout au service de l'état de droit.

Claudia Cotting-Schalch,
Présidente du Tribunal administratif fédéral

L’essentiel en bref

10 104

affaires introduites
(année précédente 7558)

8242

affaires liquidées
(année précédente 7146)

241

jours durée moyenne
des procédures

Le volume des affaires traitées au Tribunal administratif fédéral marque une nouvelle hausse durant l’année sous revue. Au total, 10 104 nouveaux recours ont été enregistrés (2024: 8208); 6685 dossiers ont été repris de l’année précédente, et 8242 procédures (2024: 7146) ont été liquidées. La durée moyenne des procédures a été de 241 jours (2024: 249).

Le Tribunal administratif fédéral a aussi avancé dans les travaux de numérisation des processus judiciaires. On notera en particulier la poursuite des travaux relatifs au projet FAJUFI, qui fait partie du programme de développement organisationnel eTAF. Il s’agit de projets pilotes qui intègrent des approches de la justice numérique propres au tribunal. Les avancées concernent principalement les applications MyAbi/JURIS et ADJ ainsi que le système d’attribution des affaires. Le tribunal est en outre passé à l’environnement Microsoft 365.

Plusieurs changements sont à relever dans la composition du tribunal. Cinq nouveaux juges ont pris leurs fonctions en 2025 (Kaspar Gerber, Mathias Lanz, Lukas Müller, Vincent Rittener et Christa Preisig). Lors de sa session d’automne 2024, l’Assemblée fédérale a confirmé l’ensemble des juges en titre pour la période administrative 2025–2030. Les Chambres fédérales ont élu à la session d’automne 2025 Ralf Imstepf (Cour I) et Lucien Philippe Magne (Cour V) comme nouveaux juges au Tribunal administratif fédéral, lesquels sont entrés en fonction début 2026.

1. Partie générale

Composition du tribunal

Organes de direction

Présidence

Présidente:	Claudia Cotting-Schalch
Vice-présidente:	Contessina Theis

Commission administrative

Présidente:	Claudia Cotting-Schalch
Vice-présidente:	Contessina Theis
Membres:	Keita Mutombo
	Roswitha Petry
	Beat Weber

Conférence des présidents

Présidence:	Barbara Balmelli-Mühlematter, présidente de la Cour V
Membres:	Gregor T. Chatton (président suppl.), président de la Cour VI
	Iris Widmer, présidente de la Cour I
	Mia Fuchs, présidente de la Cour II
	Vito Valenti, président de la Cour III
	Gérald Bovier, président de la Cour IV

Sectrétariat général

Secrétaire générale:	Sara Szabo
Suppléant:	Bernhard Fasel

Cours

Cour I

Présidente:	Iris Widmer
Membres:	Christine Ackermann
	Emilia Antonioni Luftensteiner
	Jérôme Candrian
	Maurizio Greppi
	Stephan Metzger
	Alexander Misic
	Keita Mutombo
	Claudia Pasqualetto Péquignot
	Annie Rochat Pauchard
	Pierre-Emmanuel Ruedin
	Jürg Steiger
	Jürg Marcel Tiefenthal

Cour II

Présidente:	Mia Fuchs
Membres:	Pietro Angeli-Busi
	David Aschmann
	Jean-Luc Baechler
	Francesco Brentani (jusuq'au 31.12.)
	Kathrin Dietrich
	Christoph Errass
	Vera Marantelli-Sonanini
	Chiara Piras
	Pascal Richard
	Eva Schneeberger
	Marc Steiner
	Daniel Willisegger
	Christian Winiger

Cour III

Président:	Vito Valenti
Membres:	Caroline Bissegger
	Michela Bürki Moreni
	Philipp Egli
	Selin Elmiger-Necipoglu
	Caroline Gehring
	Viktoria Helfenstein
	Madeleine Hirsig-Vouilloz
	Christoph Rohrer
	Beat Weber
	David Weiss

Cour IV

Président:	Gérald Bovier
Membres:	Susanne Bolz
	Manuel Borla
	Daniela Brüschweiler
	Daniele Cattaneo
	Yanick Felley
	Walter Lang
	Giulia Marelli
	Lukas Müller (dès le 1.1.)
	Vincent Rittener (dès le 1.2.)
	Jeannine Scherrer-Bänziger
	Thomas Segessenmann
	Nina Spälti Giannakitsas
	Contessina Theis
	Simon Thurnheer
	Chrystel Tornare Villanueva

Cour V

Présidente:	Barbara Balmelli-Mühlematter
Membres:	Deborah D'Aveni
	Regina Derrer
	Gabriela Freihofer
	Kaspar Gerber (dès le 1.1.)
	Markus König
	Mathias Lanz (dès le 1.1.)
	Constance Leisinger
	Camilla Mariéthoz Wyssen
	Esther Marti
	Lorenz Noli
	Roswitha Petry
	Grégory Sauder
	William Waeber
	David Wenger

Cour VI

Président:	Gregor T. Chatton
Membres:	Yannick Antoniazza-Hafner
	Daniele Cattaneo
	Claudia Cotting-Schalch
	Basil Cupa
	Susanne Genner
	Sebastian Kempe
	Christa Preisig (dès le 1.1.)
	Regula Schenker Senn
	Aileen Truttmann
	Nina Spälti Giannakitsas

Durant l'exercice sous revue, la présidence et la vice-présidence du tribunal ont été exercées respectivement par *Claudia Cotting-Schalch* et *Contessina Theis*. Outre la présidente et la vice-présidente, la Commission administrative se composait de *Keita Mutombo*, *Roswitha Petry* et *Beat Weber*. Sur la même période, les cours étaient présidées par *Iris Widmer* (Cour I), *Mia Fuchs* (Cour II), *Vito Valenti* (Cour III), *Gérald Bovier* (Cour IV), *Barbara Balmelli-Mühlematter* (Cour V) et *Gregor T. Chatton* (Cour VI).

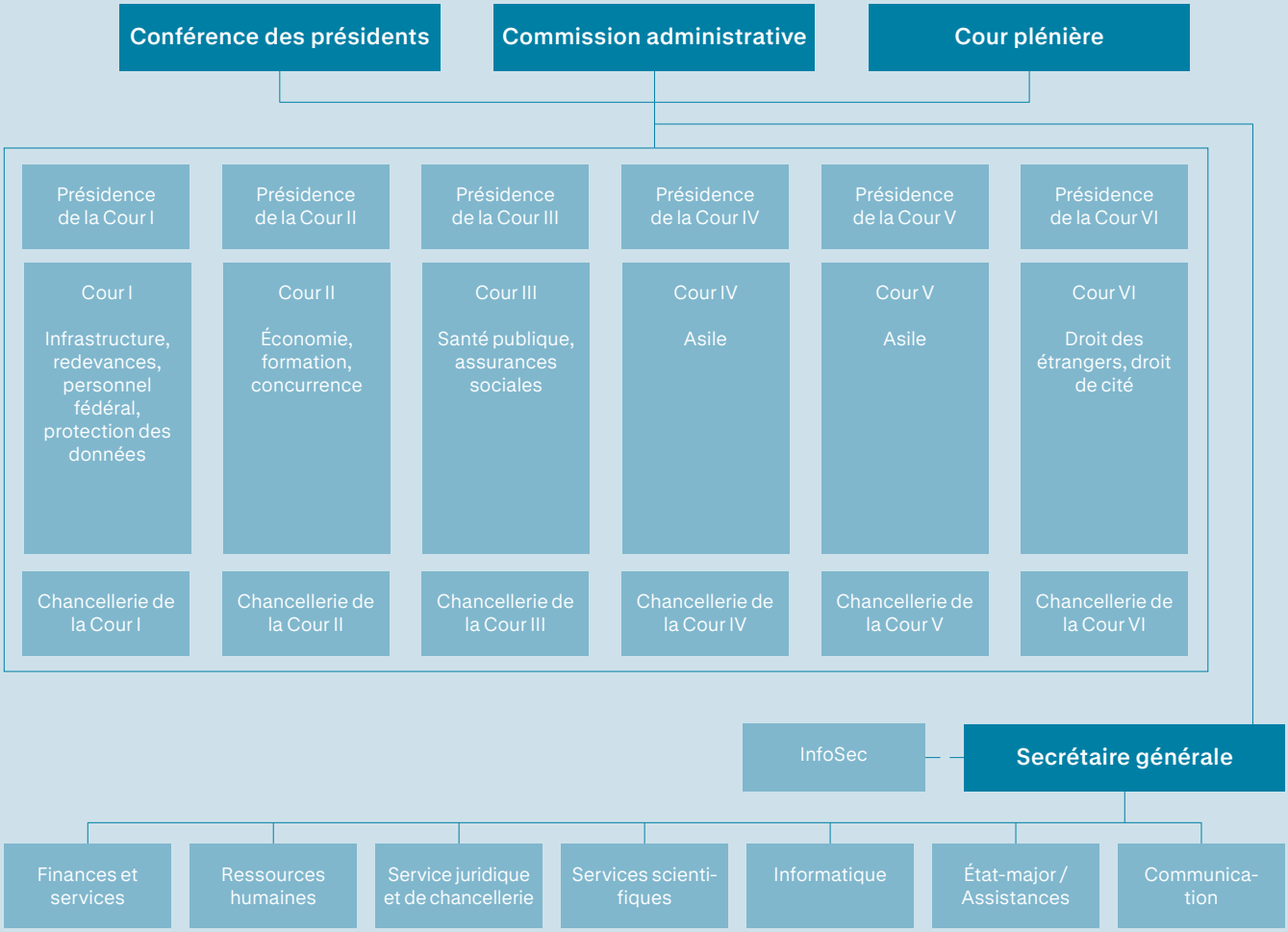
Lukas Müller a rejoint le tribunal le 1er janvier et *Vincent Rittener* le 1er février. Ont pris également leurs fonctions en tant que juges le 1er janvier *Christa Preisig*, *Kaspar Gerber et Mathias Lanz*, qui exerçaient jusque-là en qualité de greffière et greffiers. Les cinq nouveaux juges avaient été élus le 25 septembre 2024 par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies). Les membres du tribunal comptaient 36 femmes et 43 hommes.

Cour plénière
Durant l'année sous revue, la Cour plénière s'est réunie à deux reprises en séance ordinaire et une fois en séance extraordinaire. La séance extraordinaire a permis de discuter de la répartition des ressources eu égard à la charge de travail très élevée dans presque toutes les cours.

Dans le cadre des séances ordinaires, deux nouveaux juges ont été officiellement assermentés et la retraite du juge *Francesco Brentani* a été annoncée pour la fin de l'année en raison de son âge. Ce dernier a siégé à la Cour II dès la création du Tribunal administratif fédéral. Ce départ a donné lieu à une redistribution des ressources de sorte que la Commission judiciaire a mis au concours deux postes de juge: l'un en droit fiscal (Cour I) et l'autre en matière d'asile (Cour V).

Lors de sa séance du 9 décembre, la Cour plénière a élu *Caroline Bissegger* présidente de la Cour III. Elle succède à *Vito Valenti* pour le reste de la période administrative en cours (2025/2026).

Organisation du tribunal



La Cour plénière a en outre désigné, lors d'une élection complémentaire, la juge *Selin Elmiger-Necipoglu* comme membre du Comité de conciliation pour le reste de la période administrative 2025–2030.

Commission administrative
La Commission administrative a siégé à 13 reprises au total, dont une fois sous la forme d'une retraite. Dans ce cadre, elle a discuté de questions de ressources et de mesures d'allègement et s'est occupée du programme de développement organisationnel eTAF, en particulier du projet FAJUFI (remplacement des applications utilisées par les cours) et de son interopérabilité avec la plateforme justitia.swiss. Plusieurs tribunaux cantonaux ont sollicité à cet égard le soutien du Tribunal administratif fédéral, qui participe en tant qu'institution pilote au projet Justitia 4.0 et y apporte ainsi une contribution qui dépasse sa mission première. Le déploiement de l'application de gestion électronique des affaires Acta Nova a facilité la collaboration numérique et le classement des dossiers administratifs.

Outre des décisions relatives au personnel, la Commission administrative s'est prononcée sur des questions concernant le budget 2026 et a supervisé les indicateurs chiffrés relatifs aux procédures. Elle a également arrêté l'effectif des postes et adopté les objectifs du tribunal. La commission s'est investie dans la concrétisation de la charte éthique sous la forme d'un code de conduite, qu'elle a ensuite soumis à la Cour plénière pour décision. Le plénum a décidé de de renvoyer l'affaire à la Commission administrative.

Conférence des présidents
La Conférence des présidents s'est réunie à onze reprises au cours de l'année sous revue (10 l'année précédente). L'un des objectifs définis pour la période 2025/2026 consiste à suivre de près, optimiser et harmoniser de manière judicieuse le processus juridictionnel en vue de l'introduction du nouveau système de gestion des affaires. La rédaction des arrêts a aussi fait partie des points examinés cette année par la conférence, avec dans ce cadre l'adoption d'un concept détaillé pour une offre de formation interne supplémentaire. Le nouvel atelier «Résolution des affaires» complète ainsi les deux cours déjà en place «Langue et style d'un arrêt» et «Structure d'un arrêt».

Pour ce qui est des autres décisions prises par la Conférence des présidents en vertu de l'art. 17 al. 2 let. b et c LTAF, il est renvoyé aux chapitres concernant la coordination de la jurisprudence et les procédures de consultation (p. 75).

Commissions

Commission de rédaction
D'entente avec la Conférence des présidents, la Commission de rédaction définit l'orientation stratégique du processus de publication et de documentation des arrêts du Tribunal administratif fédéral. Elle statue en outre sur la publication des arrêts au recueil officiel (ATAF). La commission est en règle générale constituée d'un représentant de chaque cour.

Les tâches assignées à cette commission ont été assumées durant l'année sous revue par quatre juges et deux greffiers. La Commission de rédaction est soutenue par l'équipe du service Recueil officiel et Documentation juridique du Secrétariat général. Au cours de l'année sous revue, la commission a tenu dix séances et cinq newsletters ATAF ont été envoyées. En outre, le processus de publication du recueil des ATAF a été examiné et optimisé dans le cadre d'une retraite. Le volume annuel des ATAF 2024, contenant 18 arrêts, est paru au mois de décembre.

Comité de conciliation
Le Comité de conciliation intervient dans le règlement de différends survenant entre juges. Durant l'exercice, le comité comprenait cinq membres ordinaires (un siège étant vacant): *Alexander Misic* (Cour I), *Selin Elmiger-Necipoglu* (élue le 20 mai, Cour III), *Daniela Brüschweiler* (présidente suppléante, Cour IV), *Markus König* (Cour V) et *Basil Cupa* (président, Cour VI); y siégeait en outre d'office la présidente du tribunal *Claudia Cotting-Schalch*. Le comité de travail s'est réuni deux fois. Une procédure ouverte a été classée comme étant devenue sans objet.

Commission de conciliation
La Commission de conciliation a pour mission d'informer, de conseiller et d'offrir un service de médiation dans les litiges concernant des questions d'égalité hommes-femmes. Le but est de régler ces litiges à l'amiable pour éviter une procédure judiciaire. Pour ce faire, la Commission de conciliation établit les faits avec l'aide des parties (employeur et employé) et tente de trouver un accord en séance de conciliation. Elle n'a pas été saisie durant l'année sous revue.

Commission du personnel
Durant l'année sous revue, la Commission du personnel a examiné plusieurs requêtes de collabora-

teurs et collaboratrices. À cet égard, elle a eu des contacts réguliers avec des membres de la direction, notamment le responsable du secteur Ressources humaines. La commisson a aussi discuté de l'introduction du système salarial optimisé de l'administration fédérale, suggérant d'organiser une séance générale d'information à ce sujet.

La Commission du personnel a travaillé à l'élaboration d'un nouveau règlement qui devrait être finalisé en 2026. En outre, elle a organisé divers événements visant à promouvoir la cohésion entre les collaborateurs ainsi que la diversité linguistique, et s'est investie en faveur de mesures favorisant le bien-être des collaborateurs (par exemple les offres de la cafétéria) et la formation continue (notamment la Journée pour les greffiers). Enfin, la commission a participé au groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau concept d'occupation des bureaux.

Groupe de confiance
Le Groupe de confiance intervient comme premier point de contact facilement accessible dans les cas de conflits ou de situations nécessitant clarification dans le cadre du travail. Il est à la disposition de tous les collaborateurs et peut fournir ses services dans les trois langues officielles. Le groupe a été renforcé au cours de l'année sous revue et compte désormais quatre personnes.

Le Groupe de confiance a été sollicité à plusieurs reprises au cours de l'année sous revue. À l'instar des années précédentes, les requêtes concernaient surtout les relations avec les supérieurs, la collaboration au sein de l'équipe et le respect mutuel au travail. Parmi les autres sujets abordés figurent le travail à domicile, l'évaluation personnelle et la couverture médiatique du tribunal. Ces sollicitations prouvent que l'offre du Groupe de confiance répond à un besoin.

Volume des affaires

Vue d'ensemble
Les statistiques en page 81 et suivantes renseignent de manière détaillée sur le volume des affaires pour l'année sous revue. Le Tribunal administratif fédéral a repris au 1er janvier 6685 dossiers de l'année précédente. Jusqu'à la fin de l'année sous revue, on dénombre 10 104 nouvelles affaires (exercice précédent: 8208) contre 8342 procédures liquidées (exercice précédent: 7146). Entre le 1er janvier et le 31 décembre, le nombre des affaires pendantes a ainsi augmenté de 1862 (+27,9%) pour atteindre 8547. La durée moyenne des procédures était de 241 jours (exercice précédent: 249). On enregistrait par ailleurs 1526 affaires de plus de deux ans d'ancienneté (contre 1135 un an plus tôt). Le volume des affaires – nouvelles et liquidées – se répartit comme suit entre les six cours du tribunal:

Cours	Introduites	Liquidées
Cour I	583	620
Cour II	559	465
Cour III	563	523
Cour IV	3377	2547
Cour V	3278	2351
Cour VI	1744	1736
Total	**10 104**	**8242**

Composition des collèges de juges

On entend par «composition d'un collège de juges» la manière de constituer l'organe appelé à statuer dans une cause particulière. Au Tribunal administratif fédéral, les procédures sont jugées par un juge unique, avec l'approbation d'un deuxième juge, ou par un collège de trois ou cinq juges. Les dispositions du règlement du tribunal entrées en vigueur le 1er juin 2023 définissent les critères à prendre en compte lors de l'attribution des dossiers. Il s'agit notamment de la langue de travail, des compétences des chambres ou des domaines spécialisés, du taux d'occupation, de motifs de récusation ou de la charge de travail. Le système d'attribution des affaires appliqué se base sur deux composantes, l'une automatique et l'autre manuelle, mais la mise en œuvre est de la responsabilité de la présidence de cour. Pour autant que ce soit techniquement possible, l'attribution automatique recourt à un logiciel. La composante manuelle reste toutefois un élément essentiel du système d'attribution. L'attribution de toutes les nouvelles procédures depuis le 1er janvier 2022 est systématiquement documentée et peut être évaluée statistiquement.

Pour les dossiers ouverts et liquidés durant l'exercice sous revue, la constitution des collèges de juges a été automatique dans 62% des cas, dont 51% sans désactivation et 11% avec désactivation. Les juges sont désactivés dans les cas d'absences pour raison de maladie ou de vacances et dans les cas de récusation. Dans 4% des cas, la position d'un juge au moins a été modifiée automatiquement (p. ex. en raison de départs) et dans 34% désignée manuellement. Les interventions manuelles étaient justifiées essentiellement par des procédures connexes (40% du total des interventions), l'équilibrage de la charge de travail (23%) et la règle linguistique dans le domaine de l'asile selon laquelle le collège doit toujours comprendre un deuxième membre dont la langue principale correspond à la langue de procédure (12%).

Procédures de consultation

Le Tribunal administratif fédéral a été invité par le Parlement, le Conseil fédéral ou l'administration fédérale à prendre position sur 13 (année précédente: 10) projets de lois et d'ordonnances ou interventions parlementaires. Il s'est exprimé dans six cas (année précédente: 5). À la fin de l'exercice, deux procédures étaient encore en cours d'examen.

Coordination de la jurisprudence

Deux procédures de coordination au sens de l'art. 25 LTAF ont été introduites durant l'année sous revue, mais sans aboutir puisque les propositions soumises avaient été retirées. Mis à part ces deux cas, la coordination prévue par l'art. 25 LTAF a figuré régulièrement à l'ordre du jour des séances de la Conférence des présidents en référence à l'objectif défini pour la période administrative 2025/2026 consistant à simplifier la directive de coordination et à clarifier diverses questions en suspens. La Conférence des présidents s'est également prononcée, en application de l'art. 17, al. 2, let. b, LTAF, sur diverses questions de procédure qui concernaient l'ensemble des cours, en statuant par exemple sur le traitement des recours déposés via les services cloud. En outre la Conférence des présidents a échangé des informations sur la manière de traiter les requêtes qui n'ont pas clairement pour objet le recours contre une décision.

La coordination des questions de fond et de procédure qui relèvent exclusivement du droit d'asile est soumise aux règles spécifiques régissant la collaboration entre les Cours IV et V du Tribunal administratif fédéral.

Administration du tribunal

Fonctionnement

La migration des données administratives vers la nouvelle application Acta Nova s'est déroulée avec succès. Ce système de gestion électronique des affaires constitue désormais la base de la collaboration numérique et du classement des informations importantes pour les affaires au tribunal.

Le projet FAJUFI consacré à l'administration numérique, indépendante de tout lieu, des procédures de recours a connu des avancées. L'entreprise informatique LogObject, mandatée dans ce cadre, a procédé à de courtes unités de développement (sprints) qui lui ont permis d'adapter l'application aux besoins du tribunal en collaboration avec les responsables du projet ainsi que des représentants des cours. Elle a également testé les interfaces avec les systèmes connexes. La principale exigence se situe au niveau de la connectivité avec Justitia 4.0, le projet national de modernisation des procédures judiciaires numériques. Dans le cadre d'un essai pilote, une première cour a pu utiliser la nouvelle application pour le traitement des affaires durant les dernières semaines de l'année.

Les travaux relatifs à l'automatisation de l'attribution des affaires et de la constitution des collèges de juges se sont également poursuivis. Dans le projet TAFSCAN, les processus et l'infrastructure liés à la numérisation de l'ensemble du courrier entrant ont été vérifiés et modernisés de sorte à permettre le transfert des documents aux cours par voie électronique.

Personnel

À fin décembre, l'effectif du Tribunal administratif fédéral comptait 472 personnes, dont 78 juges (soit 69,95 ETP), 252 greffiers (213,4 ETP), 51 collaborateurs dans les chancelleries de cour (43,2 ETP) et 91 collaborateurs au Secrétariat général (77,5 ETP). Par rapport à l'année précédente, cela correspond à une augmentation de cinq personnes au total, qui ont notamment été mobilisées principalement pour maîtriser le volume des affaires en forte croissance dans le domaine de l'asile. Le tribunal a en outre assuré la formation de quatre apprentis et permis à 17 étudiants de faire un stage. Ces postes de formation ne sont pas compris dans les statistiques ci-après.

Sur le plan des langues, 69,1% de l'effectif était de langue allemande, 23,5% de langue française, 7,2% de langue italienne et 0,2% d'une autre langue. La

part des femmes s'élevait à 59,3% pour l'ensemble du tribunal, dont 46,2% parmi les juges et 61,9% parmi le personnel non-juge. Pour ce qui est du taux d'occupation, 30,8% des juges et 52% des employés travaillaient à un taux inférieur à 90% (temps partiel). Le taux de fluctuation s'est élevé à 8,7% (12,3% l'année précédente); tandis qu'aucun départ n'a été enregistré parmi les juges, ce taux a été de 8,3% parmi les greffiers et 13,3% parmi les autres membres du personnel.

Finances

Les revenus se montent à 6 652 600 francs et les charges à 96 924 900 francs. Le taux de couverture est ainsi de 6,9%. Par rapport à l'exercice précédent, on constate une augmentation des revenus de 1 028 900 francs, soit 18,3%. Les émoluments du Tribunal administratif fédéral s'affichent en hausse de 777 100 francs (16,2%) par rapport à l'exercice précédent, tout comme les procédures donnant lieu à émoluments avec une augmentation de 13,8%. Le montant moyen des frais de procédures a diminué de 2,1% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 1184 francs. Dans le même temps, les dépenses ont augmenté de 3 709 800 francs, soit 4,0% sur un an.

Les charges en personnel ont augmenté de 3 795 600 francs, notamment en raison du personnel supplémentaire engagé pour faire face à la forte augmentation de la charge de travail. Les charges matérielles et d'exploitation ont diminué de 131 100 francs. Ces postes englobent la répercussion des coûts pour les prestations en faveur du Tribunal fédéral des brevets à hauteur de 162 100 francs, ce qui diminue d'autant les charges. Les dépenses des Commissions fédérales d'estimation s'élèvent à 1 198 100 francs. Le compte d'investissement présente des dépenses de l'ordre de 214 600 francs. Celles-là concernent des investissements pour le renouvellement de l'infrastructure informatique dans les salles d'audience et l'équipement de vidéoconférence dans les salles de séance. Les amortissements se sont élevés à 91 800 francs et concernaient le système de vidéosurveillance, le véhicule de fonction, l'infrastructure informatique des salles d'audience ainsi que des installations de vidéoconférence.

Relations publiques

Le Tribunal administratif fédéral a publié 20 communiqués de presse en 2025 (contre 25 l'année précédente). Sur ce nombre, 17 concernaient la jurisprudence et trois le fonctionnement du tribunal. Sur la même période, le secteur Communication a répondu à 141 demandes de journalistes ainsi qu'à 49 demandes de tiers. À la fin de l'année, 29 journalistes étaient accrédités au tribunal.

Parmi les affaires qui ont retenu l'intérêt du public, on citera notamment les procédures concernant Credit Suisse et un arrêt relatif à la qualité d'inventeur d'un système d'intelligence artificielle. Ont fait en outre la une des médias le rapport entre expulsion et admission provisoire sous l'ancien droit, le subventionnement de la brochure d'information «Hey You» ainsi que les mesures contre la diminution des trous dans le fromage Emmental.

Par ailleurs, une nouvelle plateforme pour la collaboration avec les journalistes accrédités a été déployée et mise en service.

Sécurité de l'information au Tribunal administratif fédéral

En place depuis le 1er mai 2024, le service InfoSec TAF fait office d'antenne centrale interne pour toutes les questions relatives à la sécurité de l'information, à la protection des données et à la mise en œuvre de la loi sur la transparence. Après le départ de l'ancien préposé à la sécurité de l'information, le poste a été repourvu en interne et les tâches redéfinies. InfoSec TAF se compose depuis lors du préposé à la sécurité de l'information et à la protection des données ainsi que du préposé à la sécurité de l'information et à la sécurité informatique. Les deux membres du service assument leurs responsabilités à égalité, dans l'esprit d'un partenariat spécialisé.

Au cours de l'année sous revue, InfoSec TAF s'est concentré sur la mise en place des bases pour ses activités et ses compétences: installer une dynamique d'équipe solide et consolider sa position au sein de l'organisation. Dans ce cadre, l'équipe a notamment développé sa communication sur les thèmes de la sécurité de l'information, de la protection des données et de l'intelligence artificielle, tout en posant les premiers supports en vue de la retraite des juges de 2026.

InfoSec TAF a participé activement à l'élaboration des nouvelles directives TIC et M365. Il a également lancé une campagne de sensibilisation sur le site intranet à propos de l'utilisation de l'IA et de la sécurité des mots de passe ainsi que d'autres sujets liés à la sécurité de l'information et à la protection des données. InfoSec a en outre participé activement au projet FAJUFI.

Projets
Au cours de l'année sous revue, le Tribunal administratif fédéral a accompli des avancées décisives dans le cadre de son ambitieux programme de développement organisationnel eTAF. Ce projet de modernisation vise à numériser progressivement les processus du tribunal, avec pour priorités d'optimiser l'efficacité des méthodes de travail et de simplifier l'accès à la justice.

En avril, la Commission administrative a validé le choix de l'application DIVA (anciennement MyAbi/JURIS), développée par la société LogObject. Cette solution innovante remplacera les systèmes actuels Juris, Findinfo et Bandlimat, tout en apportant des améliorations significatives.

Les travaux d'implémentation ont débuté avec quelques mois de retard en novembre 2025, avec une phase pilote lancée au sein de la Cour VI. Cette phase pilote devrait se poursuivre jusqu'à fin 2026. Dans le même temps, le tribunal entamera également la phase pilote du projet national Justitia 4.0, une initiative d'envergure destinée à harmoniser la digitalisation dans tout le système judiciaire suisse. Cette étape inclura deux outils majeurs: l'Application dossier judiciaire (ADJ) et la plateforme justitia.swiss dédiée aux échanges électroniques dans le domaine judiciaire. Ces projets marquent une avancée essentielle vers une justice plus connectée et efficace.

En parallèle, le tribunal mène un autre chantier stratégique: le projet TAFSCAN (anciennement DIDOERV), visant à instaurer la numérisation des dossiers et à automatiser la réception du courrier via un centre de scannage. Bien qu'encore en phase de test et confronté à quelques retards, ce projet ambitieux reste programmé pour une mise en production en 2027. Avec ces initiatives, le Tribunal administratif fédéral affirme sa détermination à s'inscrire dans une justice résolument moderne, accessible et tournée vers l'avenir.

Surveillance

Commissions fédérales d'estimation
Le Tribunal administratif fédéral assure la surveillance de la gestion administrative des commissions fédérales d'estimation et de leurs présidences (art. 63, let. a, LEx). La surveillance administrative ressortit au secrétaire général. Deux ordonnances spécifiques règlent de manière détaillée l'encaissement des émoluments et la facturation des indemnités pour le compte du tribunal. La comptabilité des commissions est tenue par le secteur Finances du tribunal.

L'examen des rapports de gestion 2024 des arrondissements a montré que les commissions ont liquidé les procédures dans un volume habituel. Le nombre de liquidations a été jugé plausible.

Au cours de l'année sous revue, la surveillance administrative a encore organisé une inspection dans le dernier arrondissement afin de faire connaissance avec ses membres. Elle a pu se faire ainsi une idée générale du fonctionnement et des activités. Par ailleurs, plusieurs membres de commission sont entrés en fonction au cours de l'exercice.

L'examen du rapport de gestion de la commission du 10e arrondissement, celle confrontée au plus grand nombre d'affaires, a révélé que cette autorité avait pu liquider au total 32 affaires liées à l'indemnisation dans des procédures d'expropriation (fin 2023: 734 affaires pendantes et deux nouvelles affaires; fin 2024: 704 affaires pendantes), dont la plupart concernaient les nuisances sonores dues au trafic aérien. Plusieurs décisions de l'arrondissement portant sur les frais ont aussi été contestées sur recours par l'aéroport de Zurich, impliquant un surcroît de travail administratif. Le poste de la greffière démissionnaire a pu être repourvu.

Tribunal fédéral
La séance consacrée à la surveillance du tribunal, tenue avec la Commission administrative du Tribunal fédéral le 14 avril, avait comme points principaux à l'ordre du jour le rapport de gestion 2024, le rapport sur les affaires liquidées et pendantes de l'année précédente, les comptes 2024 et le budget 2026.

Il a été question en particulier de la charge de travail exceptionnellement élevée dans les cours d'asile et des mesures prises pour y faire face. Après la modification de l'ordonnance sur les juges, qui prévoit une augmentation temporaire à 70 postes de juge à temps plein depuis le 1er avril 2024, cinq nouveaux juges ainsi que des greffiers supplémentaires sont entrés en fonction au début de l'année dans les Cours IV-VI. Des mesures d'entraide ont été introduites en parallèle, et des juges ont pris en charge davantage de procédures conduites dans une langue officielle autre que leur langue principale afin d'équilibrer la charge de travail. L'augmentation du nombre d'affaires liquidées n'a toutefois pas permis de réduire les procédures pendantes dans la mesure espérée. Cette situation tient principalement

au surcroît de recours déposés à la suite de l'augmentation des effectifs de personnel au Secrétariat d'État aux migrations (SEM) ainsi qu'à un volume des affaires généralement croissant dans presque toutes les cours.

Comme à l'ordinaire, la séance a aussi servi à préparer la séance du 30 avril avec les Commissions de gestion.

Parmi les points abordés lors de la séance de surveillance du 10 octobre, qui s'est déroulée à Saint-Gall, figuraient à nouveau la charge de travail et la dotation en personnel. Il a été question également de la prise de position des tribunaux sur les recommandations des Commissions de gestion en lien avec l'inspection concernant le système des juges suppléantes et des juges suppléants. La discussion a également porté sur l'initiative parlementaire visant à introduire un système disciplinaire pour les juges des tribunaux fédéraux.

Au cours de l'année sous revue, trois dénonciations en matière de surveillance visant le Tribunal administratif fédéral ont été déposées auprès du Tribunal fédéral. Il n'a pas été donné suite à l'une d'entre elles; deux dénonciations étaient encore pendantes à la fin de l'année.

Assemblée fédérale
Le 30 avril a eu lieu à Lausanne la séance annuelle avec les sous-commissions Tribunaux/MPC des Commissions de gestion (CdG) consacrée au rapport de gestion 2024. La présidente du Tribunal administratif fédéral a informé sur l'exercice écoulé et sur les défis que pose le volume actuel très élevé des affaires.

En janvier 2023, les CdG ont chargé le Contrôle parlementaire de l'administration (CPA) d'évaluer le système des juges suppléants. Sur la base des résultats, les commissions ont adopté en août/septembre 2025 leur rapport avec quatre recommandations à l'intention des tribunaux fédéraux. La question reste ouverte de savoir si le Tribunal administratif fédéral doit envisager le recours à des juges suppléants alors que ce système n'est pas prévu pour lui. Néanmoins, le tribunal a été invité à expliquer comment il entend faire face à l'augmentation du volume des affaires à moyen et à long terme.

Le 21 octobre, à Bellinzone, la Commission des affaires juridiques a entendu la présidence du tribunal sur l'initiative parlementaire 25.401 de la CdG-E qui demande l'élaboration d'une base légale pour introduire une surveillance disciplinaire des juges des tribunaux de la Confédération. Il s'agirait ainsi de renforcer la confiance dans les institutions, tout en respectant l'indépendance des juges, l'autonomie en matière d'organisation et la séparation des pouvoirs. La CdG-N soutient l'initiative.

Deux séances tenues avec la Commission des finances des Chambres fédérales ont eu lieu durant l'année sous revue: le 16 avril, pour examiner le compte d'État 2024, et le 29 octobre, pour discuter du budget 2026 et de la planification financière 2027–2029. Dans les deux cas, des questions transversales ont aussi été abordées. La Commission des finances a soumis au Parlement des propositions de réduction concernant le budget 2026.

Le 24 septembre, l'Assemblée fédérale (chambres réunies) a élu *Ralf Imstepf* et *Lucien Philippe Magne* à la fonction de juge au Tribunal administratif fédéral.

Collaboration

Les tribunaux de la Confédération entretiennent régulièrement entre eux des contacts et collaborent étroitement à plusieurs niveaux. Au niveau des secrétariats généraux, deux rencontres se sont tenues pendant l'exercice sous revue. Il s'est agi principalement de coordonner et de chercher des effets de synergie dans des projets. Au nombre des sujets récurrents figuraient le projet Justitia 4.0, la transformation numérique en général ainsi que la protection des données et la sécurité de l'information. Enfin, conformément à l'usage, ces rencontres ont aussi servi à préparer les séances de surveillance.

2. Indications à l'attention du Législateur

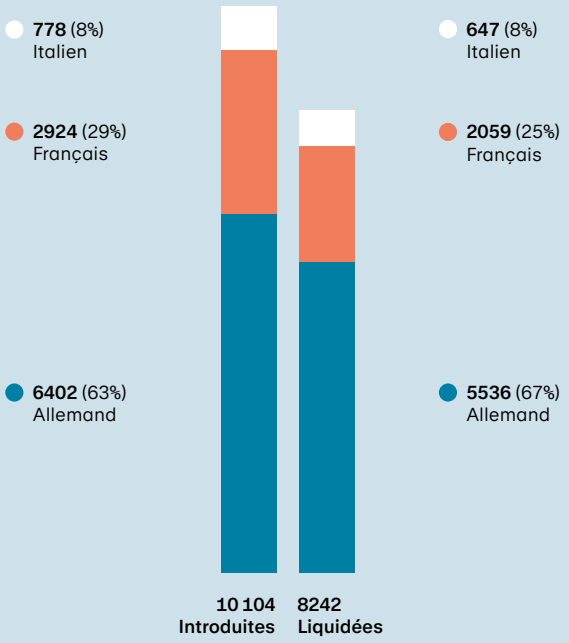
Le Tribunal administratif fédéral a constaté que son avis n'a pas toujours été sollicité dans le cadre de consultations des offices et de consultations sur des projets susceptibles d'avoir un impact sur la charge de travail qui lui incombe. Par exemple, il n'a pas été invité à prendre position sur la stratégie globale de l'asile alors même qu'il statue en dernière instance dans les procédures d'asile et pourrait donc influencer de manière déterminante la réussite de ce plan d'action. Si elle constitue un précepte majeur de la justice, l'accélération des procédures implique également des ressources en personnel suffisantes. Le Tribunal administratif fédéral apprécierait d'être impliqué à l'avenir suffisamment tôt dans les affaires afin de pouvoir s'exprimer de manière appropriée.

3. Statistiques

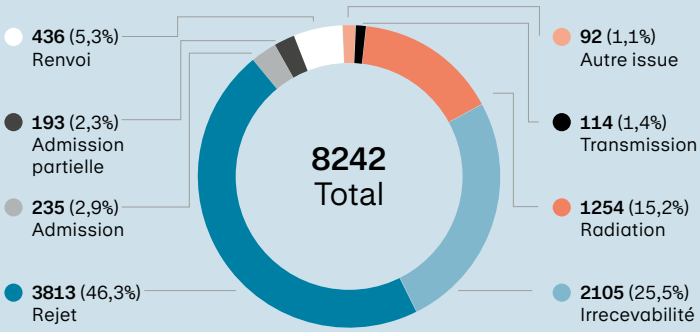
3.1 Nature et nombre des affaires

	Affaires						Issue du procès							
	Introduites en 2024	Liquidées en 2024	Reportées de 2024	Introduites en 2025	Liquidées en 2025	Reportées à 2026	Radiation	Irrecevabilité	Rejet	Admission	Admission partielle	Renvoi	Autre issue	Transmission
Recours	7774	6720	6589	9469	7629	8429	1150	1858	3732	192	191	436	30	40
Actions	2	1	2	1	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	222	235	37	279	282	34	84	30	22	28	2	–	50	66
Demandes de révision, etc.	210	190	57	355	331	81	20	217	59	15	–	–	12	8
Total	**8208**	**7146**	**6685**	**10 104**	**8242**	**8547**	**1254**	**2105**	**3813**	**235**	**193**	**436**	**92**	**114**

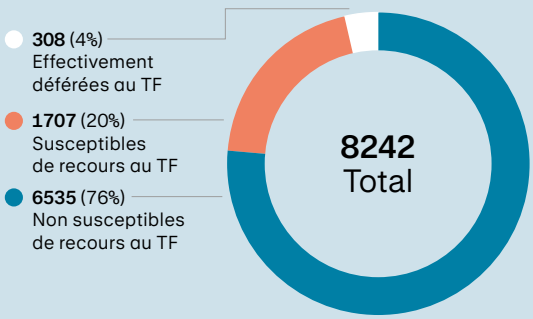
3.1.1 Affaires par langue en 2025



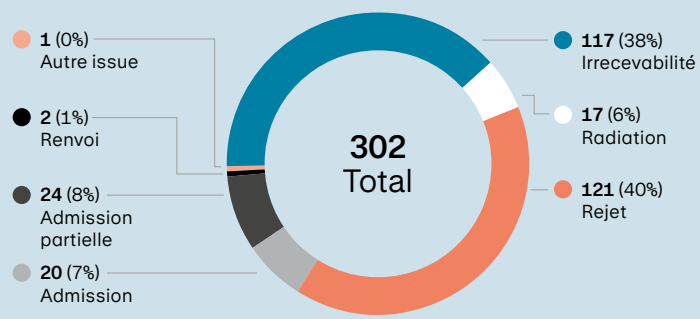
3.1.2 Modes de liquidation en 2025



3.1.3 Liquidées en 2025

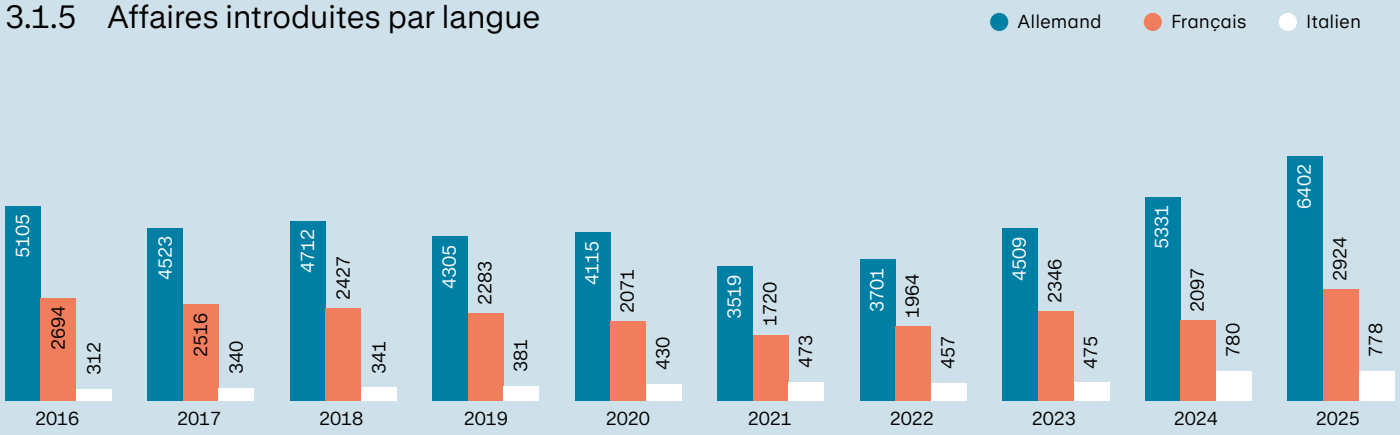


3.1.4 Liquidation des affaires déférées au TF



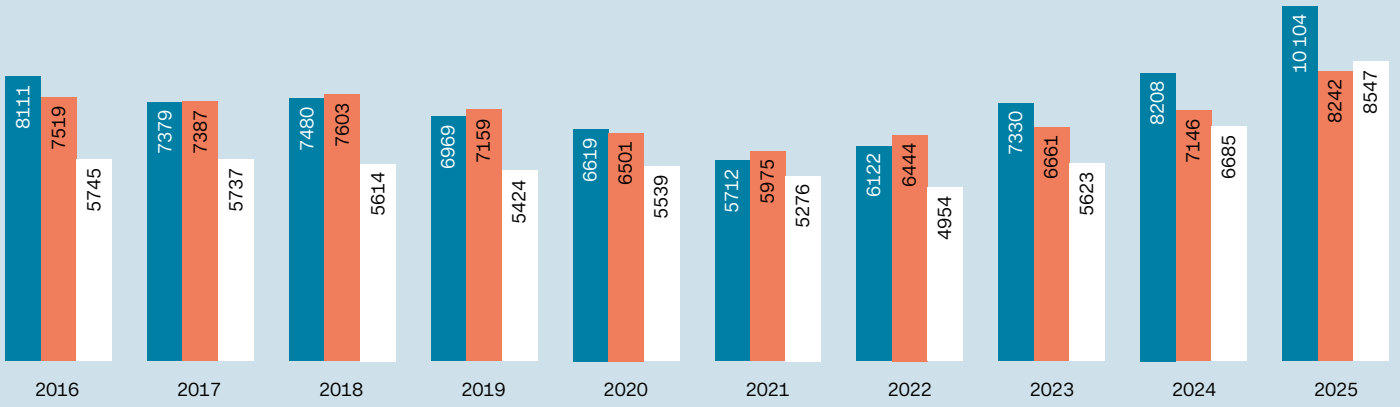
Les différences avec les chiffres indiqués dans le précédent rapport de gestion s'expliquent par des modifications ultérieures (jonction et disjonction de causes, enregistrements ultérieurs, transfert de matière, etc.).

3.1.5 Affaires introduites par langue



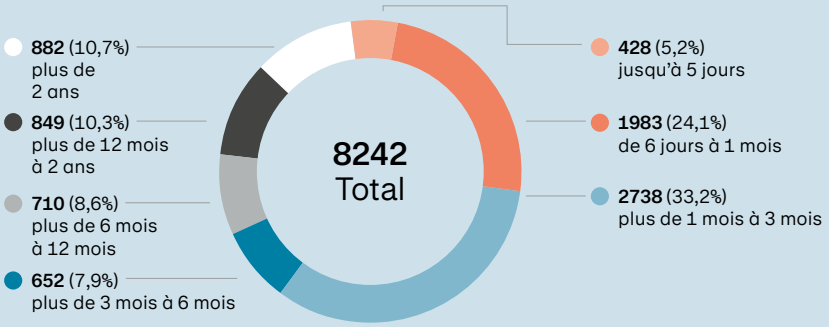
Pour les années 2021, 2022, 2023 et 2024, des recours déposés en italien ont été attribués aux procédures menées en allemand (2024: 35; 2023: 100; 2022: 99; 2021: 23) et en français (2024: 2; 2023: 19; 2022: 24; 2021: 6).

3.1.6 Affaires introduites, liquidées et reportées



3.2 Durée des affaires

	jusqu'à 5 jours	de 6 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 3 mois	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 12 mois	plus de 12 mois à 2 ans	plus de 2 ans	Liquidées au total en 2025
Recours	335	1751	2504	618	699	844	878	7629
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	58	95	98	25	2	2	2	282
Demandes de révision, etc.	35	137	136	9	9	3	2	331
Total	**428**	**1983**	**2738**	**652**	**710**	**849**	**882**	**8242**



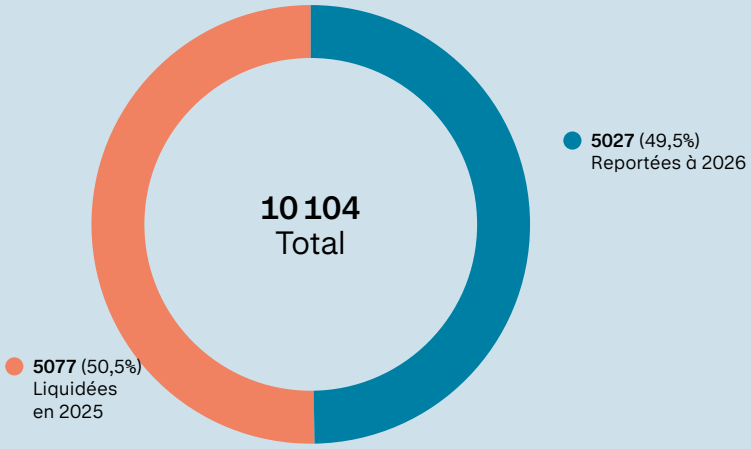
3.2.1 Durées moyenne et maximale des affaires

	Liquidées		Affaires reportées	
	Durée moyenne (jours)	Durée maximale (jours)	Durée moyenne (jours)	Durée maximale (jours)
Recours	256	3305	416	4349
Actions	–	–	504	692
Autres moyens de droit	59	1794	142	1794
Demandes de révision, etc.	54	1306	246	1751
Moyenne totale	**241**		**412**	

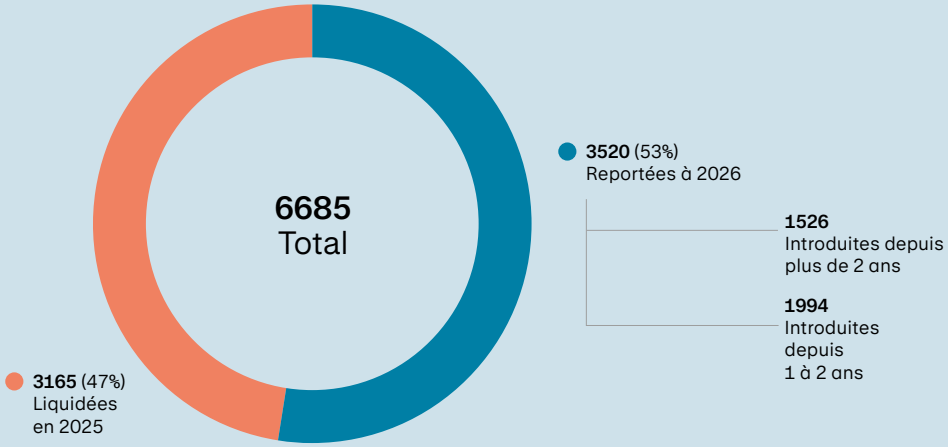
3.3 Quotients de liquidation

	Liquidation des nouvelles entrées (Q1)					Liquidation des affaires reportées (Q2)					Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)		
	Introduites en 2025	dont liquidées en 2025		dont reportées à 2026		Reportées de 2024	dont liquidées en 2025		dont reportées à 2026		Introduites en 2025	Liquidées en 2025	
Cour I	583	164	28%	419	72%	756	456	60%	300	40%	583	620	106%
Cour II	559	214	38%	345	62%	744	251	34%	493	66%	559	465	83%
Cour III	563	176	31%	387	69%	904	347	38%	557	62%	563	523	93%
Cour IV	3377	1681	50%	1696	50%	1830	866	47%	964	53%	3377	2547	75%
Cour V	3278	1621	49%	1657	51%	1743	730	42%	1013	58%	3278	2351	72%
Cour VI	1744	1221	70%	523	30%	708	515	73%	193	27%	1744	1736	100%
Total	**10 104**	**5077**	**50%**	**5027**	**50%**	**6685**	**3165**	**47%**	**3520**	**53%**	**10 104**	**8242**	**82%**

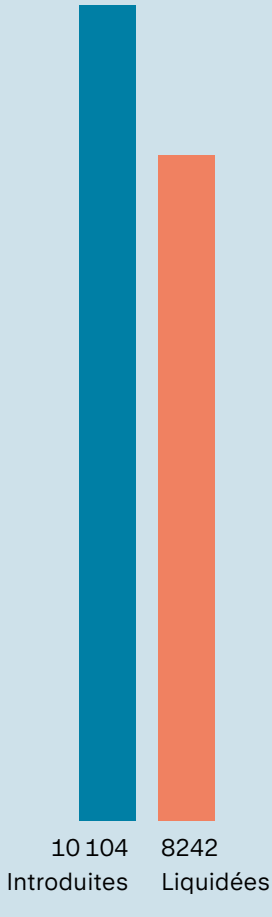
3.3.1 Liquidation des nouvelles entrées (Q1)



3.3.2 Liquidation des affaires reportées (Q2)

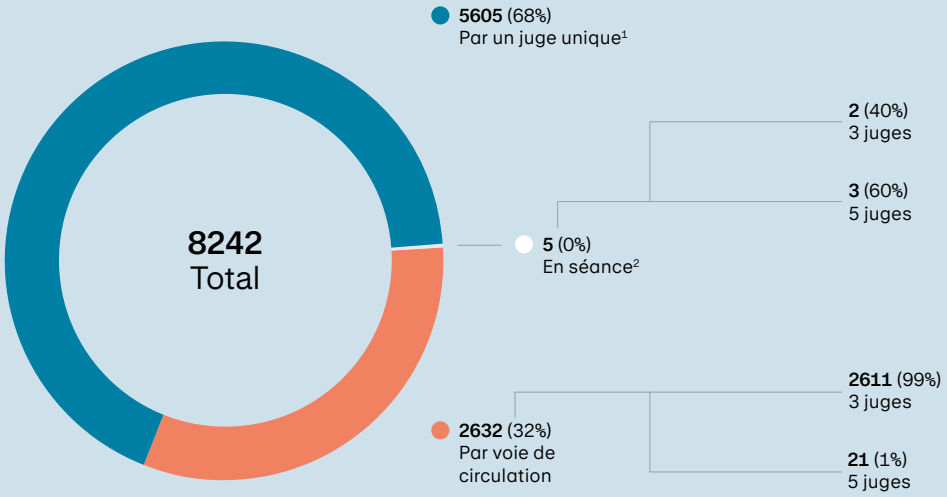


3.3.3 Rapport entre les affaires liquidées et introduites (Q3)



3.4 Modes de liquidation (collège de juges/décision)

	Par un juge unique[1]	Par voie de circulation			En séance[2]		
		3 juges	5 juges	Total	3 juges	5 juges	Total
Recours	5'174	2'429	21	2'450	2	3	5
Actions	–	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	211	71	–	71	–	–	–
Demandes de révision, etc.	220	111	–	111	–	–	–
Total	**5605**	**2611**	**21**	**2632**	**2**	**3**	**5**

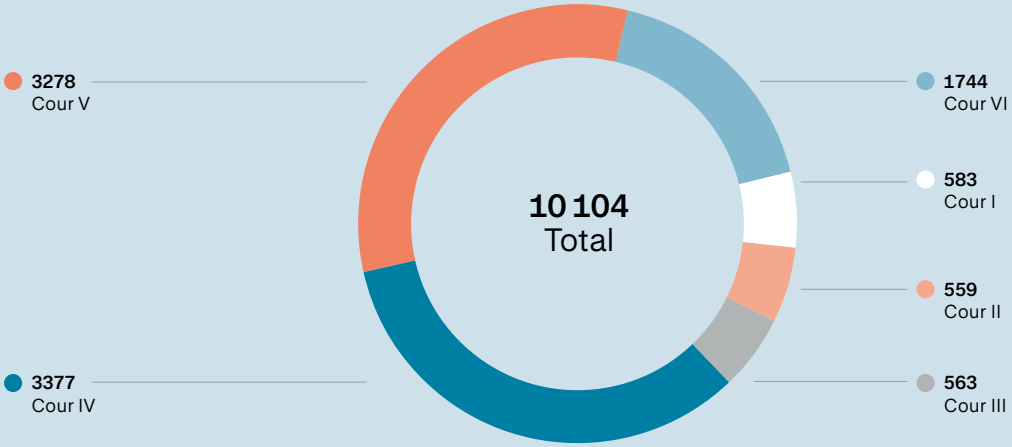


1 Dont 2292 arrêts rendus par un juge unique avec l'accord d'un second juge selon l'art. 111, let. e, LAsi
2 Délibérations

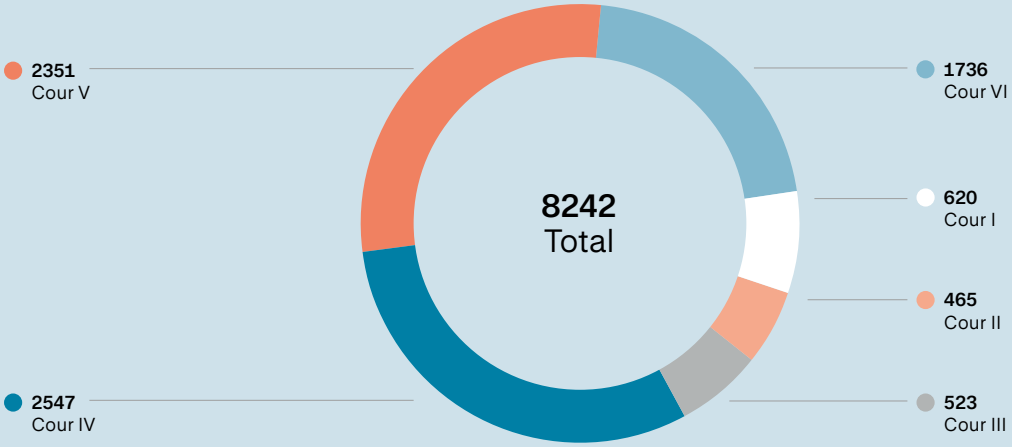
3.5 Répartition des affaires entre les cours, par catégories

Cour I	Reportées de 2024	Introduites en 2025	Liquidées en 2025	Reportées à 2026
Recours	745	565	595	715
Actions	1	–	–	1
Autres moyens de droit	8	13	18	3
Demandes de révision, etc.	2	5	7	–
Total	**756**	**583**	**620**	**719**
Cour II				
Recours	743	556	464	835
Actions	1	1	–	2
Autres moyens de droit	–	–	–	–
Demandes de révision, etc.	–	2	1	1
Total	**744**	**559**	**465**	**838**
Cour III				
Recours	899	561	517	943
Actions	–	–	–	–
Autres moyens de droit	4	1	4	1
Demandes de révision, etc.	1	1	2	–
Total	**904**	**563**	**523**	**944**
Cour IV				
Recours	1785	3115	2293	2607
Autres moyens de droit	12	77	86	3
Demandes de révision, etc.	33	185	168	50
Total	**1830**	**3377**	**2547**	**2660**
Cour V				
Recours	1717	3067	2141	2643
Autres moyens de droit	9	80	88	1
Demandes de révision, etc.	17	131	122	26
Total	**1743**	**3278**	**2351**	**2670**
Cour VI				
Recours	700	1605	1619	686
Actions	–	–	–	–
Autres moyens de droit	4	108	86	26
Demandes de révision, etc.	4	31	31	4
Total	**708**	**1744**	**1736**	**716**
Total général	**6685**	**10 104**	**8242**	**8547**

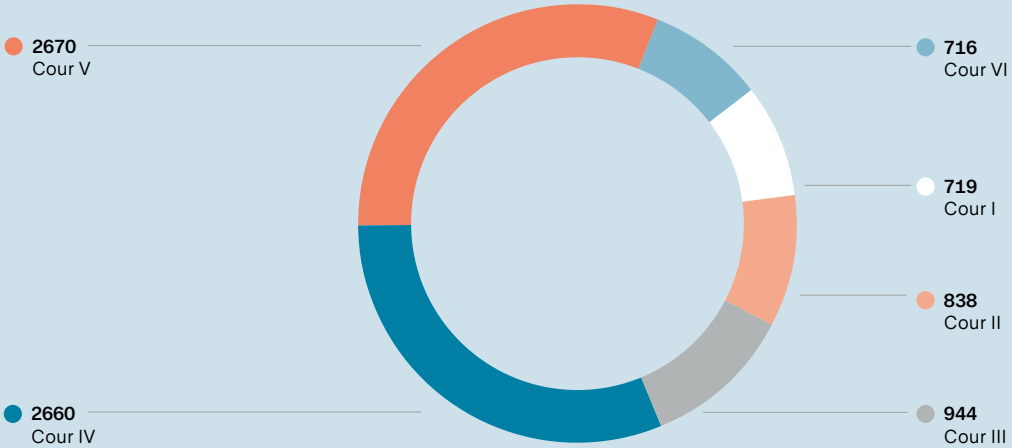
3.5.1 Introduites en 2025



3.5.2 Liquidées en 2025



3.5.3 Reportées à 2026



3.6 Répartition des affaires entre les cours (sur cinq ans)

	Introduites					Liquidées				
Cour I	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Recours	741	625	642	492	565	698	762	555	603	595
Actions	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	24	21	11	17	13	27	19	16	12	18
Demandes de révision, etc.	5	–	3	4	5	6	–	2	3	7
Total	**770**	**646**	**656**	**514**	**583**	**731**	**781**	**573**	**618**	**620**
Cour II										
Recours	377	409	737	420	556	354	428	364	378	464
Actions	2	2	1	1	1	2	–	7	1	–
Autres moyens de droit	–	–	1	–	–	–	–	1	–	–
Demandes de révision, etc.	1	2	3	3	2	1	2	2	4	1
Total	**380**	**413**	**742**	**424**	**559**	**357**	**430**	**374**	**383**	**465**
Cour III										
Recours	521	466	559	526	561	620	507	489	441	517
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	13	6	1	5	1	13	7	1	4	4
Demandes de révision, etc.	5	2	8	2	1	6	3	6	3	2
Total	**539**	**474**	**568**	**533**	**563**	**639**	**517**	**496**	**448**	**523**
Cour IV										
Recours	1333	1623	2124	2721	3115	1430	1650	1972	2169	2293
Autres moyens de droit	39	71	86	83	77	39	66	82	87	86
Demandes de révision, etc.	57	47	71	111	185	61	48	63	100	168
Total	**1429**	**1741**	**2281**	**2915**	**3377**	**1530**	**1764**	**2117**	**2356**	**2547**
Cour V										
Recours	1320	1462	1778	2277	3067	1412	1561	1746	1841	2141
Autres moyens de droit	51	46	80	83	80	49	46	71	94	88
Demandes de révision, etc.	47	37	45	70	131	43	46	47	60	122
Total	**1418**	**1545**	**1903**	**2430**	**3278**	**1504**	**1653**	**1864**	**1995**	**2351**
Cour VI										
Recours	1128	1246	1128	1338	1605	1164	1245	1193	1288	1619
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres moyens de droit	24	47	34	34	108	25	45	29	38	86
Demandes de révision, etc.	24	10	18	20	31	25	9	15	20	31
Total	**1176**	**1303**	**1180**	**1392**	**1744**	**1214**	**1299**	**1237**	**1346**	**1736**
Total général	**5712**	**6122**	**7330**	**8208**	**10 104**	**5975**	**6444**	**6661**	**7146**	**8242**

3.7 Affaires liquidées selon les matières

État – Peuple – Autorités		Recours	Actions	Autres moyens de droit	Demandes de révision, etc.	Total
120.00	**Sécurité de la Confédération**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**
140.00	**Droit de cité**	**36**	**–**	**6**	**2**	**44**
141.00	**Droit des étrangers**	**591**	**–**	**32**	**11**	**634**
142.10	**Procédure d'asile**	**5074**	**–**	**81**	**280**	**5435**
142.50	**Asile divers**	**151**	**–**	**5**	**–**	**156**
143.00	**Reconnaissance de l'apatridie**	**14**	**–**	**–**	**–**	**14**
144.00	**Documents d'identité**	**23**	**–**	**–**	**–**	**23**
152.00	**Liberté d'opinion et d'information**	**15**	**–**	**–**	**–**	**15**
170.00	**Responsabilité de l'État (Confédération)**	**9**	**–**	**1**	**–**	**10**
172.00	**Procédure administrative et procédure du Tribunal administratif fédéral**	**34**	**–**	**140**	**28**	**202**
173.00	**Marchés publics**	**36**	**–**	**–**	**–**	**36**
174.00	**Rapports de service de droit public (Confédération)**	**30**	**–**	**2**	**–**	**32**
195.00	**Personnes et institutions suisses à l'étranger**	**5**	**–**	**–**	**–**	**5**
199.00	**Entraide administrative et judiciaire**	**191**	**–**	**2**	**4**	**197**
	Total État – Peuple – Autorités	**6210**	**–**	**269**	**325**	**6804**
Droit privé – Procédure civile – Exécution						
210.10	**Surveillance des fondations**	**7**	**–**	**–**	**–**	**7**
210.20	**Activité d'intermédiaire en vue de l'adoption**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
210.30	**Contributions de solidarité**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**
221.10	**Surveillance de la révision**	**2**	**–**	**–**	**1**	**3**
221.20	**Registre du commerce et raisons de commerce**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
232.10	**Droit d'auteur**	**2**	**–**	**–**	**–**	**2**
232.20	**Protection des marques, du design et de variétés végétales**	**58**	**–**	**–**	**–**	**58**
232.50	**Brevets d'invention**	**7**	**–**	**–**	**–**	**7**
232.60	**Protection des données et principe de la transparence**	**150**	**–**	**2**	**–**	**152**
232.70	**Appellations d'origine**	**2**	**–**	**–**	**–**	**2**
232.80	**Protection des armoiries**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
251.00	**Cartels**	**10**	**–**	**–**	**–**	**10**
	Total Droit privé – Procédure civile – Exécution	**239**	**–**	**2**	**1**	**242**
Droit pénal – Procédure pénale – Exécution						
312.00	**Partage des valeurs patrimoniales confisquées (LVPC)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
341.00	**Contributions fédérales pour l'exécution des peines et des mesures**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total Droit pénal – Procédure pénale – Exécution	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
École – Science – Culture						
410.00	**École**	**130**	**–**	**–**	**–**	**130**
420.00	**Science et recherche**	**17**	**–**	**–**	**1**	**18**
440.00	**Langue, art et culture**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
450.00	**Droit de la protection de la nature et du paysage**	**3**	**–**	**–**	**–**	**3**
	Total École – Science – Culture	**150**	**–**	**–**	**1**	**151**
Défense nationale						
500.00	**Défense nationale**	**24**	**–**	**–**	**–**	**24**
Finances						
610.00	**Subventions**	**4**	**–**	**–**	**–**	**4**
630.00	**Douanes**	**38**	**–**	**–**	**–**	**38**
641.00	**Droit de timbre**	**3**	**–**	**1**	**–**	**4**
641.99	**Impôts indirects**	**81**	**–**	**2**	**–**	**83**
643.00	Taxe sur la valeur ajoutée	70	–	2	–	72
650.00	Redevances sur le trafic des poids lourds	6	–	–	–	6
650.49	Divers impôts indirects	5	–	–	–	5
650.99	**Impôts directs**	**2**	**–**	**–**	**–**	**2**
654.00	**Impôt anticipé**	**8**	**–**	**1**	**–**	**9**
655.00	**Droit fiscal international**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**
699.00	**Finances (divers)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total Finances	**137**	**–**	**4**	**–**	**141**

Travaux publics – Énergie – Transports et communications		Recours	Actions	Autres moyens de droit	Demandes de révision, etc.	Total
711.00	**Expropriation**	**7**	**–**	**–**	**–**	**7**
725.00	**Routes nationales**	**26**	**–**	**–**	**–**	**26**
730.00	**Énergie (sans installations électriques)**	**12**	**–**	**1**	**–**	**13**
730.20	**Installations électriques**	**28**	**–**	**–**	**–**	**28**
740.00	**Routes (sans les routes nationales)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
742.00	**Chemins de fer**	**17**	**–**	**–**	**–**	**17**
748.10	**Installations de navigation aérienne**	**8**	**–**	**–**	**–**	**8**
748.30	**Aviation (sans les installations aéronautiques)**	**13**	**–**	**–**	**1**	**14**
749.00	**Autres installations**	**5**	**–**	**1**	**–**	**6**
783.00	**Poste, télécommunications**	**7**	**–**	**–**	**–**	**7**
785.00	**Radio et télévision**	**33**	**–**	**1**	**1**	**35**
799.00	**Travaux publics – Énergie – Transports et communications (divers)**	**3**	**–**	**–**	**–**	**3**
	Total Travaux publics – Énergie – Transports et communications	**159**	**–**	**3**	**2**	**164**
Santé – Travail – Sécurité sociale						
810.10	**Médecine et dignité humaine**	**2**	**–**	**–**	**–**	**2**
810.20	**Professions sanitaires**	**25**	**–**	**–**	**–**	**25**
810.30	**Substances thérapeutiques**	**44**	**–**	**–**	**1**	**45**
810.40	**Produits chimiques**	**8**	**–**	**–**	**–**	**8**
810.50	**Protection de l'équilibre écologique**	**7**	**–**	**–**	**–**	**7**
810.60	**Denrées alimentaires et objets usuels**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
810.70	**Lutte contre les maladies et les accidents**	**8**	**–**	**–**	**–**	**8**
820.00	**Travail (droit public)**	**28**	**–**	**–**	**–**	**28**
830.00	**Assurances sociales**	**498**	**–**	**4**	**1**	**503**
830.10	Assurance sociale (partie générale)	8	–	–	–	8
830.30	Assurance vieillesse et survivants (AVS)	91	–	–	–	91
830.40	Assurance-invalidité (AI)	229	–	1	–	230
830.50	Assurance-maladie	74	–	2	1	77
830.60	Assurance-accidents	13	–	–	–	13
830.70	Prévoyance professionnelle	46	–	1	–	47
830.80	Allocations pour perte de gain (APG) et assurance maternité	–	–	–	–	–
830.90	Allocations familiales	–	–	–	–	–
830.95	Assurance-chômage	37	–	–	–	37
840.00	**Encouragement au logement, à la construction et à l'accession à la propriété**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**
850.00	**Assistance**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total Santé – Travail – Sécurité sociale	**621**	**–**	**4**	**2**	**627**
Économie – Coopération technique						
901.00	**Encouragement à l'investissement et promotion économique**	**13**	**–**	**–**	**–**	**13**
910.00	**Agriculture**	**16**	**–**	**–**	**–**	**16**
920.00	**Forêts, chasse et pêche**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
930.00	**Industrie**	**1**	**–**	**–**	**–**	**1**
930.40	Jeux de hasard et maisons de jeu	1	–	–	–	1
940.00	**Commerce, crédit et assurance privée**	**42**	**–**	**–**	**–**	**42**
950.20	Surveillance des marchés financiers	25	–	–	–	25
990.99	**Économie – Coopération technique (divers)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
	Total Économie – Coopération technique	**72**	**–**	**–**	**–**	**72**
999.00	**Divers**	**17**	**–**	**–**	**–**	**17**
	Total général	**7629**	**–**	**282**	**331**	**8242**

Tableau comparatif

des données-clés du Tribunal fédéral, du Tribunal pénal fédéral, du Tribunal administratif fédéral et du Tribunal fédéral des brevets

Membres et collaborateurs (en équivalent temps plein)*	Tribunal fédéral	Tribunal pénal fédéral	Tribunal administratif fédéral	Tribunal fédéral des brevets
Nombre de juges	40	19,3	70	3,6
Nombre de greffiers	149,9	29,5	213,2	1
Autres collaborateurs	168,1	31,8	120,1	1,3
Volume des affaires				
Stock au début de l'année	3774	278	6685	24
Nombre d'affaires introduites	7947	686	10 104	14
Nombre d'affaires liquidées	7883	638	8242	23
Stock à la fin de l'année	3838	326	8547	15
Durée moyenne de procédure (jours)	189	224[1] /163[2] /222[3]	544	544[4] /200[5]
Nombre d'affaires pendantes depuis plus de 2 ans	158	10	1526	–
Q1: taux de liquidation des affaires introduites en 2025	59%	58%	50%	14%
Q2: taux des affaires reportées des années précédentes et liquidées en 2025	84%	86%	47%	88%
Q3: proportion des affaires liquidées par rapport aux affaires introduites	99%	93%	82%	164%
Finances (en CHF)				
Compte des résultats				
Revenus	20 785 984	938 801	6 652 553	715 540[6]
Charges	116 166 345	19 660 034	96 924 856	1 496 094
Charges de personnel	91 821 079	16 939 244	82 127 997	1 260 410
Charges de biens et services et charges d'exploitation	24 047 279	2 754 604	14 402 456	278 822
Attribution à des provisions	–	–38 000	302 615	–43 138
Amortissement du patrimoine administratif	297 987	4186	91 788	–
Compte des investissements				
Recettes	–		–	–
Dépenses	253 438	13 374	214 570	–
Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks	253 438	13 374	214 570	–
Proportion des revenus + recettes par rapport aux charges + dépenses	17,85%	4,8%	6,8%	47,8%[6]
Particularités				
Assistance judiciaire	623 341	12 559	748 178	–
Charges de biens et services liées à l'informatique	1 956 952	567 898	4 914 185	149 650
Location de locaux	7 411 800	1 133 520	4 019 400	58 500

* Moyenne annuelle
1 Durée moyenne des procédures devant la Cour des affaires pénales
2 Durée moyenne des procédures devant la Cour des plaintes
3 Durée moyenne des procédures devant la Cour d'appel
4 Durée moyenne des procédures ordinaires
5 Durée moyenne des procédures sommaires
6 Sans contributions de l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI; CHF 463 965.77)